

Arrêté n° PCICP2025038-0001

Arrêté préfectoral complémentaire relatif à la prolongation de l'exploitation d'une carrière de matériaux alluvionnaires par la société EQIOM GRANULATS sur le territoire de la commune de
LA VILLENEUVE-AU-CHATELOT

—
Le préfet de l'Aube
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, et notamment, les livres V des parties législative et réglementaire ;

VU le code minier et les textes pris pour son application ;

VU le décret du 26 janvier 2023 nommant M. Mathieu ORSI, secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU le décret du 23 octobre 2024 nommant M. Pascal COURTADE préfet de l'Aube ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

VU l'arrêté préfectoral n° PCICP2019039-0001 du 8 février 2019 d'autorisation d'exploiter par la société EQIOM GRANULATS une carrière de matériaux alluvionnaires aux lieux-dits « Les Petits Hauts du Frêne », « Les Prés Bidaut », « La Fontaine », « Le Grampart », « Les Montillères » et « Les Barbans » sur le territoire de la commune de LA VILLENEUVE-AU-CHATELOT ;

VU l'arrêté préfectoral n° PCICP2024316-0001 du 11 novembre 2024 portant délégation de signature à M. Mathieu ORSI secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU la demande de prolongation de la durée d'exploitation de la carrière reçue le 6 septembre 2024 de la société EQIOM GRANULATS ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 19 décembre 2024 ;

VU le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur par courrier recommandé avec accusé de réception du 3 janvier 2025 ;

VU le courriel de la société du 7 janvier 2025 indiquant ne pas avoir d'observations à formuler sur le projet ;

CONSIDÉRANT que la demande susvisée est notamment motivée par un retard engendré par la durée des fouilles archéologiques, indépendante de l'exploitant, et ne constitue pas une modification substantielle au sens du code de l'environnement, mais que cette activité doit être encadrée par des mesures que spécifie le présent arrêté ;

CONSIDÉRANT que la prolongation d'exploitation demandée n'engendre pas d'impact supplémentaire par rapport à ceux identifiés lors de l'autorisation initiale ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube,

ARRÊTE

Article 1er : Titulaire

La société EQIOM GRANULATS, dont le siège social est situé Colisée Gardens 10 avenue de l'Arche, ZAC Danton - 92400 COURBEVOIE, ci-après désignée l'exploitant, assure l'exploitation de la carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires sur le territoire de la commune de LA VILLENEUVE-AU-CHATELOT aux lieux-dits « Les Petits Hauts du Frêne », « Les Prés Bidaut », « La Fontaine », « Le Grampart », « Les Montillères » et « Les Barbans », sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral n° PCICP2019039-0001 du 8 février 2019 modifié.

Article 2 : Durée de l'autorisation

L'article 1.2.3 « Durée de l'autorisation » de l'arrêté préfectoral n° PCICP2019039-0001 du 8 février 2019 est remplacé par :

« L'autorisation préfectorale est délivrée jusqu'au 30 septembre 2027, pour ce qui concerne l'exploitation de la carrière ainsi que les travaux de remise en état des lieux.

L'autorisation est accordée sous réserve du droit des tiers et n'a d'effet que dans les limites des droits d'extraction dont bénéficie le titulaire.

L'extraction des matériaux commercialisables ne doit plus être réalisée 24 mois avant la date de fin de la présente autorisation ; cette période étant réservée à finaliser les travaux de remise en état.

L'exploitation ne peut être poursuivie au-delà du terme que si une nouvelle autorisation est accordée. Pour ce faire, il conviendra de déposer une nouvelle demande d'autorisation. Le cas échéant, la demande de renouvellement de l'autorisation d'exploiter et le contenu du dossier à fournir au préfet sont déposés au minimum 6 mois avant l'expiration de l'autorisation d'exploiter, conformément à l'article R. 181-49 du code de l'environnement.

L'arrêté d'autorisation d'exploiter cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter de la notification de l'autorisation d'exploiter, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai. »

Article 3 : Consistance des installations autorisées

L'article 1.2.4 « Consistance des installations autorisées » de l'arrêté préfectoral n° PCICP2019039-0001 du 8 février 2019 est remplacé par :

« L'extraction est réalisée à ciel ouvert, en eau, sans rabattement de nappe, au moyen d'engins mécaniques en une seule phase allant jusqu'au 30 septembre 2025. Les deux dernières années de l'autorisation sont consacrées à la finalisation de la remise en état coordonnée du site.

Les avancements de l'exploitation et du remblaiement du site sont fixés par les plans de phasage joints en annexes 2 et 3 de l'arrêté préfectoral n° PCICP2019039-0001 du 8 février 2019.

Les tas et merlons constitués pour le stockage sont réalisés dans l'axe d'écoulement de la crue de la Seine, leur forme et leur emplacement ne doit pas constituer un obstacle aux écoulements des eaux de crue. »

Article 4 : Montant des garanties financières

L'article 1.4.2 « Montant des garanties financières » de l'arrêté préfectoral n° PCICP2019039-0001 du 8 février 2019 est remplacé par :

« Le montant des garanties financières est calculé suivant la méthode de détermination présentée dans l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées.

À chaque période correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période. Les schémas d'exploitation et de remise en état joints en annexes 2, 3 et 7 présentent les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant ces périodes.

La dernière période d'exploitation et de remise en état s'achève le 30 septembre 2027. L'acte de cautionnement en cours couvre la période du 7 février 2024 au 7 février 2027 et le montant des garanties financières correspondant est de 529 098 €.

L'indice TP01 ayant servi au calcul des garanties financières est de 1760,62 (juin 2021 – base 100 en 2010). »

L'exploitant transmet, dans un délai de trois mois suivant la notification du présent arrêté, son acte de cautionnement actualisé couvrant la période d'exploitation jusqu'au 30 septembre 2027.

Article 5 : Arrêt des travaux d'extraction

L'article 10.1.1 « Arrêt des travaux d'extraction » de l'arrêté préfectoral n° PCICP2019039-0001 du 8 février 2019 est remplacé par :

« L'extraction des matériaux commercialisables cesse 24 mois avant la fin de l'autorisation ; cette période étant réservée à la finalisation des travaux de remise en état. »

Article 6 : Notification et publicité

Le présent arrêté sera notifié à la société EQIOM GRANULATS.

Il sera publié sur le site internet des services de l'État dans l'Aube pendant une durée minimale de quatre mois.

Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de LA VILLENEUVE-AU-CHATELOT pour y être consultée par toute personne intéressée.

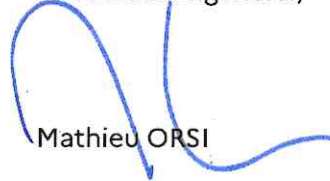
Un extrait du présent arrêté sera affiché en mairie de LA VILLENEUVE AU CHATELOT, pendant une durée minimale d'un mois.

Article 7 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et le maire de LA VILLENEUVE-AU-CHATELOT sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Troyes, le 7 février 2025

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,



Mathieu ORSI

Délais et voies de recours : En application de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, par la voie postale (25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne cedex) ou par voie dématérialisée, par le biais de l'application télérecours (www.telerecours.fr) :

1° par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Obligation de notification des recours : Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux, conformément aux dispositions de l'article R. 181-51 du code de l'environnement.